

édité par les communistes  
du 10<sup>ème</sup> arrondissement

57 rue des Vinaigriers  
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

DÉCEMBRE 2018

# à Paris<sup>e</sup>

## RÉAMÉNAGEMENT DE LA STATION LA CHAPELLE

### un premier succès de la pétition

Le financement d'une étude de faisabilité du réaménagement de la station *La Chapelle* est enfin acté. Il sera assuré par *IDF Mobilités* (ex STIF) et la ville de Paris. L'accord a été soumis aux Conseils d'arrondissement des 10<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> et sera définitivement adopté par le Conseil de Paris à la mi-décembre.

En raison des retards à lancer cette étude décidée en décembre dernier, les communistes du 10<sup>e</sup> ont décidé de lancer, début novembre, une pétition qui a été relayée par les associations de quartier. En deux semaines, elle a été signée par plus de 1200 personnes. Cette mobilisation a permis de faire aboutir les discussions.

Lors du conseil d'arrondissement du 26 novembre, Didier Le Reste a demandé que les habitants, leurs conseils de quartier et les associations locales soient associés au comité de suivi de cette étude afin que soient bien pris en compte leurs besoins et leurs avis sur les solutions proposées.

Ensuite, comme l'ont demandé les élus PCF de Paris (Didier Le Reste, Ian Brossat et Jacques Baudrier) dans un courrier adressé à Mme Péresse, présidente d'*IDF Mobilités*, il faudra obtenir l'intégration du coût des travaux de réalisation dans le plan d'investissement du prochain contrat *IDF Mobilités/RATP*. Les élus communistes ont demandé à la présidente d'*IDF Mobilités* et à celle de la RATP une rencontre pour évoquer, sans tarder, cette question cruciale.

Les communistes vous tiendront informés des résultats de ces rencontres et feront à nouveau appel à vous si nécessaire.

*les communistes et leurs élus  
ici, Didier Le Reste, Conseiller de Paris  
sont venus plusieurs fois sur place  
pour faire signer la pétition*



## UN PCF à l'offensive !

Le Parti communiste français a tenu son congrès extraordinaire fin novembre 2018. La presse prévoyait un congrès perturbé, avec une division des communistes. Au final, il n'en fut rien. Le PCF sort de ce congrès avec un nouveau secrétaire national, Fabien Roussel, un texte d'orientation voté à près de 90%, un nouveau logo et une envie de lutte comme jamais.

Lors de ce congrès, les communistes ont décidé de désigner Ian Brossat comme tête d'une liste de large rassemblement pour les élections européennes de 2019. Ils veulent la construction d'une autre Europe sortie des logiques libérales d'austérité, de concurrence, une Europe solidaire, de justice sociale où les besoins des peuples seront la priorité.

Ils ont également décidé de lancer une grande campagne pour le pouvoir d'achat : annulation de la hausse des taxes sur le carburant, augmentation du SMIC de 200 euros net dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019, annulation des augmentations de CSG pour les retraités, rétablissement de l'ISF pour les riches, taxation à la source des impôts des grandes entreprises !

Une étude de l'INSEE montre que les Français ont perdu plus de 500 euros par mois de pouvoir d'achat depuis 2008. En dix-huit mois de gouvernement Macron, nous avons eu la suppression de l'ISF, la baisse des APL, le renoncement du tiers payant généralisé pour les soins... et rien pour le pouvoir d'achat.

Qui a dit que la lutte des classes était morte ? Les communistes, unis et rassemblés, sont aux côtés de tous les Français qui luttent pour leur pouvoir d'achat, pour l'égalité entre toutes et tous, pour le progrès social !

Élie Jousselin  
secrétaire de la section PCF 10

**secrétaire national du PCF**

Le député Fabien Roussel a été élu secrétaire national du PCF, à l'issue de son congrès de novembre 2018. Lors de son premier discours en tant que nouveau secrétaire national, il a réaffirmé sa solidarité avec les « gilets jaunes », mais aussi avec les « blouses blanches (infirmières), les « robes noires » (les avocats) et les « cols bleus » qui ont « raison de donner de la voix ». Un long passage a également été consacré à l'écologie, avant de donner comme objectif aux communistes de devenir des « écolo-cocos » : « L'écologie doit être positive et non punitive. Accessible à tous et non réservée aux seuls urbains aisés. La hausse des taxes sur l'essence et le diesel, c'est ce qu'il y a de plus injuste, car elle frappe les salariés les plus modestes ».



### DES MARCHES EXPLORATOIRES DE FEMMES pour un espace public pour tous et toutes



Un groupe d'une vingtaine de femmes a mené un projet de marche exploratoire dans le quartier du Faubourg Saint-Denis et des gares. Le projet a été lancé en mars avec le centre social *Le Paris des Faubourgs*. Avec l'objectif de « penser l'espace public » autour des questions de genre, afin que chacun et surtout chacune s'y sentent à l'aise et à sa place.

Après plusieurs mois de travail, le groupe de femmes, habitantes du quartier, a livré son expertise, le 28 novembre, dans le but d'obtenir une meilleure prise en compte de la place de toutes les femmes dans l'espace public à travers un ensemble de préconisations. Partager les espaces en favorisant une mixité entre femmes et hommes apporte du bien-être collectif et fait régresser les violences.

Au total, les marcheuses ont travaillé environ 80 préconisations traitant de nombreux sujets, comme les questions d'éclairage public, de propreté, de voi-

rie, d'espaces verts, de sécurité, de culture (propositions de fresques de street-art...), mais également de questions commerciales.

Parmi les préconisations, certaines correspondent à des actions déjà engagées par la Ville de Paris, d'autres proposi-

tions appellent à une nouvelle réflexion que Dominique Tourte, adjointe à la Maire du 10<sup>e</sup> en charge de l'Égalité femme/homme, va poursuivre avec le groupe de femmes dans les mois qui viennent.

Affaire à suivre donc...

### CONTRE L'UBÉRISATION

#### soutien aux coopératives de livreurs à vélo

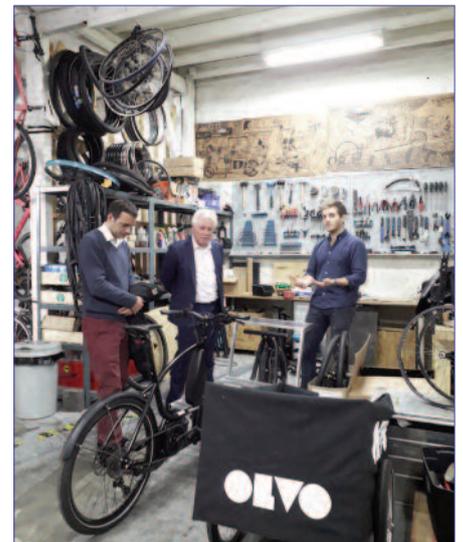
Le 17 octobre 2018, Nicolas Bonnet, président du groupe PCF au Conseil de Paris et Didier Le Reste, Conseiller de Paris et élu du 10<sup>e</sup>, sont allés à la rencontre des associations *OLVO* et *CoopCycle*. *CoopCycle* est une coopérative européenne ayant vocation à permettre le développement de coopératives de livraison à vélo « au dernier kilomètre » et à favoriser une reprise en main de l'activité de livraison par les livreurs eux-mêmes.

*OLVO*, autre coopérative située rue de Sambre et Meuse dans le 10<sup>e</sup>, s'inscrit dans cette dynamique européenne et propose à Paris des livraisons dans un cadre respectueux des conditions de travail et avec la volonté de salarier les livreurs.

C'est une alternative concrète à la société de l'ubérisation, et à l'auto-entreprenariat forcé qui domine dans ce secteur. Les élus communistes, qui avaient déposé un vœu en ce sens, en septembre 2017 en Conseil de Paris, se félicitent donc du fait que la Ville de Paris ait attribué les trophées de l'ESS à *CoopCycle*.

Un modèle d'autant plus pertinent que, pour la première fois, la Cour de Cassation vient, le 28 novembre, de reconnaître le lien de dépendance qui existe entre le livreur à vélo et la plateforme dont il reçoit les ordres, lien qui devrait obliger les plateformes à salarier leurs livreurs.

*Nicolas Bonnet, président du groupe PCF au Conseil de Paris, et Didier Le Reste, Conseiller de Paris, en discussion avec l'association Olvo implantée dans la 10<sup>e</sup>*



## CENTRE RICHERAND

### premier centre de santé coopératif de France

Depuis 2014, les élus communistes et le comité de soutien du centre de santé travaillent au maintien et au développement du centre de santé Richerand dans le 10<sup>e</sup>.

Cet établissement, dont l'avenir était incertain il y a quelques années, a aujourd'hui engagé une démarche innovante et tissé de nombreux partenariats de grande qualité. Un travail est notamment entrepris avec l'Institut parisien de Victimologie, avec le centre de soins Parcours d'exil et avec les hôpitaux du 10<sup>e</sup>, afin de faciliter les parcours de soins entre la médecine de ville et l'hôpital.

Pour la poursuite et le développement du projet médical, la première coopérative de santé associant professionnels, usagers, hôpitaux et partenaires a été créée. L'Assemblée générale constitutive de la SCIC Richerand, qui a eu lieu le 6 novembre 2018, a donc marqué la création du premier centre de santé coopératif de France dans le 10<sup>e</sup> arrondissement.

Ce centre de santé répond aux problématiques actuelles d'accès aux soins et aux perspectives préoccupantes de la

situé rue Richerand, le centre de santé change de statut et devient le premier centre coopératif de France



démographie médicale et permet le maintien d'une offre de soins de premier recours accessible à tous dans une zone déficitaire.

Ce projet répond aux besoins des habitants du quartier tout en étant le prototype d'une voie d'avenir pour les centres de santé.

## VERTS ET INSOUIMIS opposés au logement social ?

Le 14 novembre, le Conseil de Paris a définitivement adopté le projet, porté par les élus communistes du 10<sup>e</sup> arrondissement, de construction de 31 logements sociaux au 168 rue du Faubourg Saint-Martin. Cet ensemble immobilier comportera également une crèche.

Ce projet vise à répondre à deux engagements municipaux parfaitement identifiés, à savoir que le 10<sup>e</sup> connaît un lourd déficit de logements à loyers abordables et encore un manque de réponse aux besoins de la petite enfance.

Contre toute attente, des élus qui prétendent promouvoir une politique de gauche se sont opposés au projet. Ce fut le cas des élus Verts tant en conseil d'arrondissement du 10<sup>e</sup> qu'au Conseil de Paris. Ils ont

reçu le soutien de D. Simonnet, élue France Insoumise du 20<sup>e</sup>.

Faisant fi du besoin de logements sociaux, dans un arrondissement où l'arrivée de nouvelles couches sociales contribue au renchérissement des loyers, ces élus s'opposent à ce projet. Leur argument : cette construction contribue à « bétonner » et « densifier » Paris.

Il ne s'agit pourtant que de 31 logements, réalisés dans un bâtiment de 3 étages seulement et qui occupera un espace aujourd'hui en friche, à quelques mètres du jardin Villemin.

Drôle de façon de se mettre au service des couches populaires ! Les quelque 5000 demandeurs de logements en attente d'une attribution dans le 10<sup>e</sup> apprécieront.



sur cette friche située au 168 rue du fg Saint-Martin est prévue la construction de 31 logements sociaux et d'une crèche

## CAISSE DES ÉCOLES renforcer encore une alimentation durable

Dans le 10<sup>e</sup>, la restauration scolaire est réalisée dans les cuisines des écoles par un personnel qui prépare les plats le matin pour le midi. Les responsables de la Caisse des écoles, notamment Jean-Pierre Leroux, Maire adjoint PCF de 1995 à 2008, ont défendu ce mode de production sur place et se sont opposés au recours à des centrales de production (privées ou non) qui livrent dans des barquettes plastiques une cuisine industrielle.

Aujourd'hui, la Caisse des écoles du 10<sup>e</sup> sert plus de 40% de produits bio, labellisés, de proximité ou issus de la pêche durable. Afin de renforcer cette orientation, les élus communistes ont proposé d'inscrire la Caisse des écoles dans la démarche *Mon restau responsable*, un label créé par la Fondation pour l'Homme et la Nature. L'objectif est d'aider les restaurants collectifs à développer une cuisine encore plus saine et respectueuse de l'environnement avec des produits sans pesticides et locaux, ainsi que de renforcer les actions de lutte contre le gaspillage.

Les élus ont aussi demandé que la collecte des biodéchets, effectuée actuellement dans 5 écoles, soit généralisée à toutes les cuisines scolaires du 10<sup>e</sup>. Ces biodéchets sont réutilisés pour faire du biogaz ou du compost. Une démarche que la ville de Paris se doit de soutenir financièrement.

## LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

### pour un droit effectif à l'IVG

Dans le 10<sup>e</sup>, de nombreuses initiatives soutenues par Dominique Tourte, adjointe à l'Égalité femmes/hommes, ont eu lieu fin novembre pour lutter contre les violences faites aux femmes. À l'initiative du planning familial, une soirée a eu lieu à la Mairie du 10<sup>e</sup> le 20 novembre autour des IVG hors-délai : en France, il est impossible pour une femme d'avorter légalement après 12 semaines de grossesse.

Par les voix de comédiennes, de nombreux récits de femmes, confrontées à des grossesses non désirées, racontent le périple de l'avortement à l'étranger, par exemple au tarif peu accessible de 880€ aux Pays-Bas. Des récits issus de faits réels qui ont invité les sociologues, médecins, militantes et militants du

planning familial et des droits des femmes, à s'interroger sur l'effectivité du droit à l'avortement en France aujourd'hui.

Quel est l'impact des réductions des personnels dans les hôpitaux sur le droit à l'avortement ? Combien de temps met une femme entre le premier appel et le rendez-vous ? Le délai légal est-il le bon ? Doit-il y avoir un délai légal ou faut-il prendre exemple sur un pays comme le Québec où l'avortement est légal sans délai maximal ? Y-a-t-il encore en 2018 des avortements clandestins en France aujourd'hui ? Une première rencontre qui en appelle d'autres pour toutes celles et tous ceux qui veulent défendre le droit des femmes à disposer de leur corps.

### QUE MAUDITE SOIT LA GUERRE !



À l'occasion du centenaire de la fin de la guerre de 14/18, l'association Saint-Louis/Sainte-Marthe a déployé, sur les murs du quartier, une exposition : *Visage du monde en guerre*, visible pendant tout le mois de novembre. Deux conférence-débats, organisées avec le réalisateur, ont réuni

plus d'une centaine de participants. Puis, dans une tranchée reconstituée dans une boutique de la rue Sainte-Marthe, s'est déroulée une lecture de lettres de soldats adressées à leurs familles, leurs femmes ou leurs fiancées. Un moment très émouvant.

### EN BREF

#### ● Le tramway prolongé

entre la porte de la Chapelle et la porte d'Asnières : cette extension du T3 (4,3 km et 8 nouvelles stations) a été inaugurée par la Maire de Paris le 23 novembre. Au total, 26 km sont maintenant en service pour un coût d'IMd d'euros dont plus de la moitié à charge de la ville. Le prolongement jusqu'à la porte Dauphine est prévu pour 2024.

#### ● Fabriqué à Paris

Ce label, mis en place à l'initiative du groupe PCF de Paris, valorise les produits dont la fabrication ou la transformation est réalisée à Paris. Pour la sélection 2018, 270 entrepreneurs et créateurs ont été sélectionnés et soumis au vote des Parisiens du 21 au 28 novembre. Le premier prix a été attribué à *La Fabrique nomade* qui fait également de la formation pour des artisans réfugiés.

#### ● Déborah Pawlik change d'écurie

La conseillère de Paris, élue du 10<sup>e</sup> sous l'étiquette *Les Républicains*, rejoint *La République en marche*. Comme quelques autres élus de droite à Paris... Une information utile pour ceux qui se demandaient si la politique de Macron était de droite ou de gauche.

#### ● Un jeune garçon burkinabé

récemment arrivé en France après un périple de tous les dangers, s'est jeté vendredi dernier du 4<sup>e</sup> étage du nouveau Palais de Justice. Toutes les portes s'étaient fermées devant lui et ceux qui sont en charge de « l'accueil » des jeunes mineurs isolés étaient restés sourds à sa détresse. Le devoir de protection de l'enfance n'est-il pas pourtant inscrit dans la Déclaration internationale des Droits de l'enfant et dans nos lois ?



### le site des communistes du 10<sup>e</sup>



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne  
comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à **Paris 10<sup>e</sup>**

[www.pcfparis10.fr](http://www.pcfparis10.fr)